

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	60	20

N° de la séance : 35

Objet de la délibération : GEMAPI -
Dispositif de rétention des déchets sur
des exutoires de réseaux pluviaux de la
CASA - Convention avec POLLUSTOK

☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2021.106

Date de la convocation :

Le 29/06/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **09 JUL. 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **09 JUL. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 05 juillet 2021

L'an deux mil vingt et un et le 05 juillet à 14h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Geneviève PIERRAT, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, David SIMPLOT, Isabelle GARCIA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOUÏ HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Georges VAZIA à Eric CHALVIN, François ZEMA à Aline ABRAVANEL, Marie ANASSE à Christophe FONCK, Simone TORRES-FORET DODELIN à Alexia MISSANA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Catherine LANZA à Eric CHALVIN, Marc BORIOSI à Jean LEONETTI, Hassan EL JAZOULI à Eric DUPLAY, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Alain BERNARD à Marika ROMAN

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Jean-Pierre MASCARELLI, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur DERMIT,

Les espaces publics et privés recueillent au quotidien des pollutions et déchets de toutes natures, liés au fonctionnement de la ville ou à l'incivisme : emballages, mégots, détritiques divers notamment d'origine plastique, rejets de chantiers, déversements accidentels, ...

Lors des orages, ces pollutions sont lessivées par les eaux et les déchets sont évacués par les avaloirs et les caniveaux de voiries, puis rejoignent les réseaux et vallons pluviaux pour finir dans le milieu récepteur, cours d'eau ou mer. Suivant l'intensité des orages, des objets plus volumineux peuvent être emportés à leur tour : containers et poubelles, charriots de supermarché, encombrants divers.

Pour préserver et protéger les milieux aquatiques récepteurs, la réduction de ces pollutions est un objectif partagé sur lequel la C.A.S.A. ainsi que ses communes membres s'impliquent de manière constante.

Ainsi des actions transversales et complémentaires sont menées à différentes échelles, en particulier :

- Des campagnes de sensibilisation à l'écoresponsabilité et aux comportements respectueux de l'environnement,
- Des programmes d'éducation auprès des scolaires et du grand public,
- La lutte contre les déjections canines,
- L'implication dans la charte « zéro plastiques » avec la Région,
- La gestion quotidienne « à la source » des pollutions : nettoyage des vallons et réseaux pluviaux, entretien des avaloirs de voirie, propreté de la ville en général,
- La lutte contre les décharges sauvages et les déversements illicites,
- La gestion durable des espaces terrestres et marins du réseau Natura 2000,
- Des opérations de nettoyage après crues des cours d'eau et des fonds marins, sur lesquels les associations de protection de l'environnement et de plongée sont aussi très impliquées,
- La mise en place et l'exploitation d'équipements de prétraitement des eaux pluviales (dégrilleurs, décanteurs, déshuileurs, ...).

Dans cette dernière catégorie d'interventions, d'autres dispositifs sont développés, tels des filets qui se fixent sur certains exutoires pluviaux pour retenir les micro et macrodéchets avant déversement dans le milieu naturel.

Les filets nasses brevetés par la société Pollustock bénéficient du soutien de la société Sogeti France au travers d'un mécénat environnemental qui permet de financer des opérations de fourniture et d'installation d'un ou deux filets par partenaire.

Au travers d'une convention s'inscrivant dans cette démarche de mécénat, la C.A.S.A. propose de réaliser une expérimentation sur ces dispositifs pour mieux en appréhender le fonctionnement et les résultats.

Le choix du ou des sites à équiper et les caractéristiques de filtration sont à définir sur la base d'une analyse préalable menée par la C.A.S.A. En effet, au regard des risques d'inondation qui touchent le territoire et particulièrement les zones côtières, se pose la question de la compatibilité entre l'impératif d'évacuer les orages au mieux et au plus vite, et le bouchon partiel ou total que ces filets pourraient créer puisqu'ils ne sont pas fusibles lors des crues.

Plusieurs conditions sont à réunir :

- Sur les zones inondables ou potentiellement inondables, le filet ne peut pas être placé dans la section hydraulique qu'il pourrait obstruer en partie ou en totalité,

- La fixation des filets nécessite une structure de génie civil adaptée, les murs anciens bordant les vallons (et souvent privés) ne s'y prêtent pas par exemple,
- L'accès aux filets par un camion avec grue de levage doit être assuré pour leur vidage et leur entretien,
- Le bassin versant concerné doit être assez urbanisé pour générer des macrodéchets polluants, les bassins versants naturels sont écartés car ils charrient des cailloux et des végétaux qui ne sont pas des pollutions,
- L'insertion « esthétique » dans le site est à considérer, notamment pour les exutoires sur les plages et lieux touristiques.

Ces critères excluent donc de nombreux exutoires.

La C.A.S.A. assurera une surveillance régulière du dispositif, procédera au levage et au vidage périodique des filets en fonction de leur niveau de remplissage, ainsi qu'à l'évacuation des déchets. Les informations de poids, volume et de caractérisation des déchets seront consignées et communiquées.

La société Pollustock s'engage à intervenir immédiatement en cas de dysfonctionnement.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention avec Pollustock pour la fourniture et la pose de dispositifs de rétention des déchets sur des exutoires de réseaux pluviaux de la C.A.S.A., dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tous les actes inhérents à son exécution.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention avec Pollustock pour la fourniture et la pose de dispositifs de rétention des déchets sur des exutoires de réseaux pluviaux de la C.A.S.A., dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tous les actes inhérents à son exécution.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 05 juillet 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

CONVENTION

Entre les soussignés :

La société Eurofilet France sous sa dénomination commerciale Pollustock, société par actions simplifiée à associé unique au capital social de 10 000 euros, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Cannes, sous le numéro 513 061 127 dont le siège social est situé au 109 rue Ludovic Guize, 06210 Mandelieu-la-Napoule, représentée par son Président, Monsieur Stéphane Asikian dûment habilité aux fins de signature des présentes,

ci-après désignée « Pollustock »

D'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis (C.A.S.A.) dont le Siège est établi au 449 route des Crêtes à VALBONNE (06560), représentée par son Président en exercice, Jean LEONETTI, dûment autorisé par la délibération du 5 juillet 2021,

ci-après désignée « La C.A.S.A. »

D'autre part,

Ensemble ou individuellement désignée(s) la ou les Partie(s).

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT

La société Pollustock a développé des dispositifs de filets qui se positionnent sur les réseaux pluviaux, et permettent de retenir les macro et micro déchets issus des zones urbaines avant déversement dans les cours d'eau ou la mer.

Les sociétés Sogeti France et Pollustock se sont unies dans le cadre d'un mécénat environnemental portant sur la fourniture et la pose d'un ou deux dispositifs de rétention statique des déchets polluants solides (plastique, aluminium, fibres synthétiques, polystyrène et autres) en phase de dispersion hydrodynamique.

Impliquée dans la préservation de la qualité de son littoral et de ses cours d'eau, la C.A.S.A. souhaite tester l'efficacité et les modalités d'utilisation de ces dispositifs.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de décrire les conditions et les modalités de la mise à disposition de filets destinés à protéger les milieux naturels dans le cadre d'une expérimentation.

Ces dispositifs se présentent sous la forme de filets nasses volumétriques de type HR-1000 C (macrodéchets) ou M (microdéchets), dont la fonction est de prévenir la dispersion sauvage des polluants solides en équipant de façon permanente des exutoires et émissaires pluviaux d'un diamètre externe de 300 à 1000 mm, avec des capacités de rétention utiles allant de 1 à 2,6 m³ de déchets.

Les stipulations de la Convention ont fait l'objet d'une négociation de bonne foi entre les Parties, lesquelles ont librement accepté en considération des obligations réciproques souscrites.

ARTICLE 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un (1) an à compter de son entrée en vigueur, une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction. Toute prolongation devra être matérialisée par avenant conclu entre les Parties.

ARTICLE 3 : Engagements de Pollustock

Pollustock s'engage à :

- Réaliser une visite physique des sites préalablement identifiés comme étant propices à cette expérimentation par les services techniques de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.
- Procéder aux prises de mesures nécessaires à la conception du ou des dispositifs de rétention.
- Concevoir et fabriquer un ou deux filets nasse HR-1000 dont le diamètre maximum sera uniquement déterminé en termes de faisabilité par le bureau d'étude de la société Pollustock, et un niveau de filtration validé d'un commun accord par les trois parties.
- Assurer la pose du dispositif de rétention sur un ou des exutoires d'eaux pluviales du territoire en commun accord avec les services techniques de la C.A.S.A.
- Lors de la mise en service faire une démonstration et simuler le fonctionnement lors de crue, et garantir en particulier la parfaite compatibilité de ce dispositif avec des bonnes conditions d'évacuation des crues.
- Remplacer les pièces qui pourraient s'avérer défectueuses.
- Assurer la dépose du dispositif de rétention sur un ou des exutoires d'eau pluviale du territoire si ces derniers n'avaient pas vocation à y demeurer.

ARTICLE 4 : Engagements de la C.A.S.A.

La C.A.S.A. s'engage à :

- Maintenir une surveillance régulière du dispositif de rétention dans des conditions normales d'utilisation.
- Garantir un accès pour les techniciens de la société Pollustock, en cas de site fermé au public,
- Procéder à sa charge exclusive au levage et au vidage périodique du dispositif en fonction du niveau de remplissage justifiant de cette intervention.
- Procéder à sa charge exclusive à une évacuation des déchets collectés dans les filières de valorisation ou de traitement des déchets adaptées et ce en conformité avec les lois et réglementations en vigueur.

- Communiquer à la société Pollustock les informations de poids, volume et éventuellement de caractérisation, propres à chaque opération de vidage.
- Informer la société Pollustock des éventuelles difficultés ou contraintes d'exploitation rencontrées, notamment lors de l'évacuation des crues, nécessitant la révision des conditions de l'expérimentation.

ARTICLE 5 : Modalités financières

Pollustock prendra à sa charge financière :

- Les visites préalables du ou des sites pour validation technique et prise des mesures.
- La conception et la fabrication d'un ou de deux filets nasse HR-1000 adaptés au site ou aux sites sélectionnés et validés d'un commun accord.
- La pose du dispositif hors travaux de terrassement et de maçonnerie.
- La dépose du dispositif si ce dernier n'avait pas vocation à demeurer.

La C.A.S.A. prendra à sa charge financière :

- La surveillance du dispositif de rétention.
- Les interventions liées au levage et au vidage du dispositif.
- L'évacuation des déchets collectés dans les filières de valorisation ou de traitement des déchets adaptées.
- L'éventuelle caractérisation des déchets piégés par le dispositif.

ARTICLE 6 : Marques et promotion de la convention

Dans le cadre de la présente convention, la C.A.S.A. s'engage à apposer les logos des sociétés Sogeti France et Pollustock sur les supports de communication (matériels et immatériels) liés à la présente Convention, après validation de ces derniers par les services de communication respectifs.

Elle autorise les sociétés Sogeti France et Pollustock à communiquer sur la présente convention et différentes actualités relatives à l'action de mécénat environnemental sur leurs différents supports de communication internes et externes, après validation par son service de communication.

ARTICLE 7 : Réserve de propriété et de responsabilité

Il est admis par les Parties que les équipements mis à la disposition de la C.A.S.A. dans le cadre de la présente convention resteront la propriété inaliénable des sociétés Sogeti France et Pollustock. A la fin de la présente convention ou en cas de résiliation et ce pour quelque motif que ce soit, la société Pollustock se réserve le droit de reprendre possession de tout ou partie de ses équipements, sans que la CASA ne puisse l'exiger, ni revendiquer le bénéfice d'une quelconque remise en l'état du ou des sites d'implantation.

Chaque Partie sera responsable à l'égard de l'autre Partie des seuls dommages directs qu'elle pourrait lui causer, dans la stricte limite du montant engagé par l'une ou l'autre au titre des présentes.

Par ailleurs, l'engagement de la société Sogeti France se limitant au financement de tout ou partie de la solution et l'engagement de la société Pollustock se limitant à la seule conception et installation d'un ou deux filets nasses HR-1000, exclusion faite de toutes prestations de maintenance et suivi des dispositifs, il est convenu sans aucune réserve que sa responsabilité de ne pourra pas être recherchée au titre de l'utilisation, ainsi que des conditions d'utilisation desdits filets par la C.A.S.A.

ARTICLE 8 : Résiliation et révision

En cas d'inexécution ou de violation, par l'une des Parties de l'une quelconque des dispositions de la convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement et de plein droit par l'autre Partie, quinze (15) jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet et ceci, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la Partie défaillante.

La présente convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit, sans contrepartie de quelque nature que ce soit, dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou réglementaire la concernant ou concernant ses activités, l'une ou l'autre des Parties de trouverait dans l'impossibilité de poursuivre la présente Convention.

La présente convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des Parties. Toute révision de la présente convention devra donner lieu à un avenant accepté et signé par chacune des Parties.

ARTICLE 9 : Conformité et Ethique

Chaque Partie déclare et garantit être en parfaite conformité avec les lois et réglementations applicables aux présentes et, notamment, celles relatives aux libertés et droits fondamentaux de la personne, aux réglementations sociales et du travail ou environnementales, à la lutte contre la corruption, au respect du droit de la concurrence et autres principes d'éthique des affaires, que ceux-ci soient de dimension conventionnelle, nationale, européenne ou internationale.

ARTICLE 10 : Droit applicable et attributions de compétence

La présente convention est exclusivement régie par le droit français.

Tout litige ou toute contestation auquel l'exécution de la présente convention pourrait donner lieu et qui n'aurait pu faire l'objet d'un accord amiable dans le cadre de la procédure de conciliation relèvera des juridictions administratives compétentes.

Fait à Valbonne, en trois exemplaires originaux, le

**Le Président
de la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis**

Jean LEONETTI

**Le Président
de la société Pollustock,**

Stéphane ASIKIAN

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 05/07/2021
Numéro : CC_2021_106
Nature : DE - Deliberations
Objet : Dispositif de rétention des déchets sur des exutoires de réseaux pluviaux de la CASA - Convention avec POLLUSTOK
Matière : 8.8 - Environnement

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 4ZpHou0

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/07/2021
Identifiant : 006-240600585-20210705-CC_2021_106-DE

Acte reçu

Date : 05/07/2021
Numéro interne : CC_2021_106
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Dispositif de rétention des déchets sur des exutoires de réseaux pluviaux de la CASA - Convention avec POLLUSTOK
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210705-CC_2021_106-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_106-DE-1-1_2.PDF

N